

EXAMEN SIMILI N°2

Exercice I : (4 points)

Document 1 :

Déficit commercial : Mortel statu quo

Plus d'un milliard de dh. C'est le coût quotidien des importations. En 2011, leur valeur a culminé, en effet, 399 milliards de dh alors qu'elle s'établissait à 133 milliards il y a une décennie. Cette évolution fulgurante révèle une préoccupation majeure pour les décideurs. A commencer par le déficit commercial qui a crevé tous les plafonds : 185 milliards de dh pour la balance des marchandises et 116 milliards de dh pour celle des biens et services. Plus grave encore, l'excédent du commerce des services et les transferts des MRE ne couvre plus ce déficit.

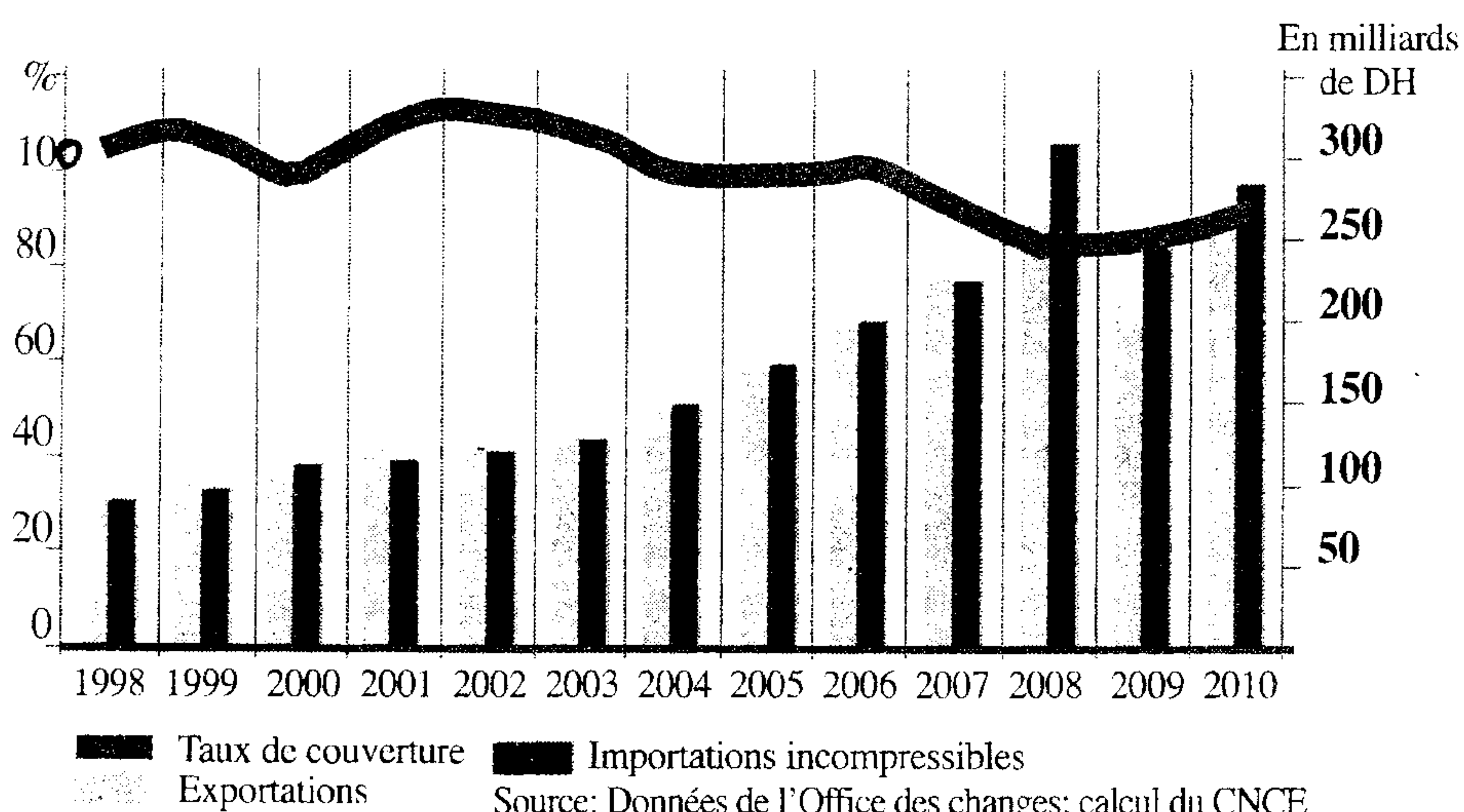
Selon la présidente du Conseil National du Commerce Extérieur (CNCE) Nezha Lahrichi, le déficit commercial s'explique d'abord par l'importance des achats des biens intermédiaires, d'équipement et de produits énergétiques. Ils participent à raison de 75 % du déficit commercial. Il y a ensuite, l'effet soutien des produits importés qui ne stimule pas la rationalisation de la consommation. Eh oui, la compensation participe amplement au creusement du déficit. Il y a, enfin, l'impact des accords de libre échange. Les marges préférentielles dont bénéficie le Maroc sur l'Europe communautaire, les Etats-Unis et la Turquie se sont érodées par rapport à la concurrence. Le différentiel entre le Maroc et les pays qui accèdent à ces marchés avec les mêmes produits n'est plus que de 3,7%. Ajoutez à cela le fait que la plupart des pays dits concurrents se sont spécialisés dans des produits à forte valeur ajoutée. Du coup, le déficit des échanges réalisés dans un cadre préférentiel a atteint 66 milliards de dh en 2010, soit 44,5 % du déficit commercial global. Ce qui légitime le débat sur la dépendance du système productif vis-à-vis des importations. N'est-il pas opportun d'initier une intégration sectorielle ? A défaut d'une intégration régionale dont les délais et les mécanismes relèvent encore de l'inconnu. **L'examen des importations des biens d'équipement en lien avec les stratégies sectorielles permet aussi d'identifier un potentiel non négligeable d'industries de substitution.**

Texte adapté

Source : L'Economiste du Février 2012

Document 2 :

Taux de couverture des importations incompressibles



T.A.F. :

- 1- Expliquer les expressions soulignées des documents 1 et 2. (0,75 point)
- 2- Calculer et commenter l'évolution en % des importations en 2010 par rapport aux années précédentes. (0,5 point)
- 3- Caractériser la situation du commerce extérieur marocain. (0,5 point)
- 4- Commenter le graphe du document 2. (0,5 point)
- 5- D'après le document, quelles sont les causes de cette situation. (0,75 point)
- 6- Expliquer la dernière cause évoquée dans le document. (0,5 point)
- 7- Commenter la phrase en gras du document 1. (0,5 point)

Exercice II : (9,25 points)**Document 1 :**

Le nouveau ministre des Finances Nizar Baraka a été formel : le gouvernement n'a pas l'intention de dévaluer le dirham. Le dirham est lié à un panier composé de 80 % en euros et 20 % en dollars. Le taux de change de référence n'a pas bougé. Et l'essentiel de nos importations, constituées en pétrole et céréales, sont stables. Donc il n'y aura pas d'impact sur le niveau d'importation. **Au contraire, cela pourrait entraîner des charges de la facture.** Pour le ministre, « une éventuelle dévaluation ne boostera pas les exportations, à cause de la crise internationale »

Source : L'Economiste de Février 2012

Document 2 :**Marge de manœuvre difficile pour le budget**

	2010	2011
PIB (prix de l'année précédente)	3.7 %	5.0%*
Indice des prix à la consommation	0.9 %*	0.9 %
Solde budgétaire/PIB	-4.6 %	-6.1%*
Charges de compensation	27.2 MM.DH	48.8 MM.DH
Compte courant de la BP/PIB	-4.5 %	-6.5 %*
Facture énergétique	68.5 MM.DH	90.9 MM.DH
Taux de chômage / urbain	9.1%* / 13.7%*	8.9% / 13.4%

T.A.F. :

- 1- Expliquer l'expression soulignée du document 1(0,25 point)
- 2- Quel lien peut-on établir entre dévaluation et niveau d'importation (0,5 point)
- 3- Commenter la phrase en gras du document 1 (0,5 point)
- 4- Lire les valeurs contenant (*) du tableau du document 2 (1,5 point)
- 5- Tracer les carrés magiques relatifs aux années 2010 et 2011 (2 points)
- 6- Commenter les carrés obtenus (1,5 point)
- 7- Question de synthèse : (3 points)

Dans le cadre de la loi des finances 2012, le ministre des finances Nizar Baraka a écarté toute hypothèse de dévaluation.

Dans une synthèse argumentée, montrer l'utilité d'une politique de dévaluation pour le Maroc, ensuite expliciter les causes derrière le rejet par le ministre d'une telle politique

Exercice III : (3 points)**Pétrole : L'OPEP maintient le niveau de production**

Malgré un contexte économique des plus défavorables, l'OPEP a pris la délicate décision, de maintenir le niveau de production journalier de pétrole en fixant un plafond de production totale avoisinant le niveau actuel. Objectif : conserver les prix élevés du baril du pétrole qui frôlent les 100 dollars en instaurant un système de production correspondant à quantité actuelle de pétrole pompée. Mais, afin que le plafond soit respecté, certains pays devront revoir à la baisse leur production de barils pour permettre au pétrole libyen de revenir à la charge après l'important conflit qui a touché le pays pendant plusieurs mois. En effet, la production de pétrole a été interrompue en Libye durant les tensions et vient de redémarrer de manière intense depuis septembre dernier.

Parallèlement à ce système désavantageux pour bon nombre de pays, l'OPEP n'a pas mis en place de nouveaux quotas pour ses pays membres, leur laissant l'entière liberté de s'auto-discipliner par leurs propres moyens. En fait, pour que le plafond total fixé soit efficient, il faudrait tenir compte des objectifs de production de chacun des Etats membres.

Texte adapté

T.A.F. :

- 1- Classer le marché selon son objet. (0,25 point)
- 2- Quelle est la structure de ce marché (0,5 point)
- 3- Que signifie OPEP ? (0,25 point)
- 4- Comment est formé le prix dans le cadre de ce marché ? (0,5 point)
- 5- En quoi consiste la décision de l'OPEP (0,5 point)
- 6- Comment la décision de l'OPEP peut orienter le niveau de prix du pétrole ? (1 point)

Exercice IV : (3,75 points)

Espagne : une récession prévue en 2012

- La Banque d'Espagne envisage un recul de 1,5% du PIB
- Avec une reprise de 0,2% en 2013

Une nouvelle récession guette l'Espagne. Ce sont les nouveaux pronostics de la Banque d'Espagne qui envisage un recul de 1,5% du PIB cette année et une reprise de 0,2% en 2013. Deux raisons sont derrière ce constat de l'avis des analystes : tout d'abord, l'économie est plombée par la faible demande des ménages qui souffrent de strictes mesures d'austérité. Puis un taux record de chômage qui devra encore augmenter cette année.

En 2011 déjà, la modeste reprise de l'économie espagnole s'était affaiblie. Et pour cause, la prolifération de la crise de la dette souveraine dans la zone euro accentuée par les tensions sur les marchés financiers.

Le chômage reste le point noir de l'économie espagnole. Le taux de chômage est estimé à 21,52% de la population active au troisième trimestre 2011. L'Espagne devrait compter 5,4 millions de chômeurs à la fin 2011.

Ce phénomène du chômage a également plombé la croissance de l'année dernière.

Le nouveau gouvernement espagnol a en effet lancé un vaste plan de rigueur fin décembre. Celui-ci comporte des coupes budgétaires de 8,9 milliards d'euros, des hausses d'impôts pour 6,3 milliards et un plan anti-fraude fiscale dont il espère récupérer près de 8,2 milliards. Vivement alors un vaste plan pour relancer la croissance !

Texte adapté

Source : L'Economiste de janvier 2012

T.A.F. :

- 1- Caractériser la conjoncture économique espagnole (0,5 point)
- 2- Citer les causes de cette situation (0,75 point)
- 3- Le nouveau gouvernement espagnol a entrepris certaines mesures en vue de pallier cette situation. Quelles sont ces mesures ? (1,5 point)
- 4- Expliquer deux de ces mesures (1 point)